

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.99.239

17 mai 1999

(99-1992)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Région de Bruxelles-Capitale Commission communautaire française Aide aux personnes Rue Ducale 9 B – 1000 Bruxelles Téléphone: +32 2 506 32 11 Téléfax: +32 2 514 40 22 L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Les produits concernés sont ceux utilisés dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'incendie.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté 99/111 du Collège de la Commission communautaire française fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos relevant de la Commission communautaire française.
6.	Teneur: Le projet vise les mesures prises en matière de sécurité – normes techniques et dispositifs de prévention contre les incendies – dans les maisons de repos, relevant de la Commission communautaire française. L'annexe 1 à l'arrêté prévoit les normes techniques auxquelles doivent répondre les bâtiments nouveaux ou existants, mis en service pour la première fois comme maisons de repos. L'annexe 2 à l'arrêté prévoit les normes techniques auxquelles les maisons de repos existantes doivent répondre. L'annexe 3 vise l'entretien, le contrôle et l'occupation des équipements techniques. L'annexe 4 vise la terminologie et l'annexe 5 vise la réaction au feu des matériaux. L'annexe 6 (ancienne attestation C) vise le document délivré par le Bourgmestre attestant que l'établissement répond bien aux normes.

./.

7.	<p>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: L'arrêté présenté définit les mesures de sécurité qui doivent être prises dans les maisons de repos afin d'y éviter les incendies.</p> <p>L'objectif poursuivi au travers de ce texte est d'englober toutes les catégories de maisons de repos au sein d'un même arrêté qui puisse tenir compte de toutes leurs spécificités.</p>
8.	Documents pertinents: -
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: 60 jours</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: 60 jours</p>
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: CIBELNOR